
Deuxième session, trente et unième Législature

Second Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 48

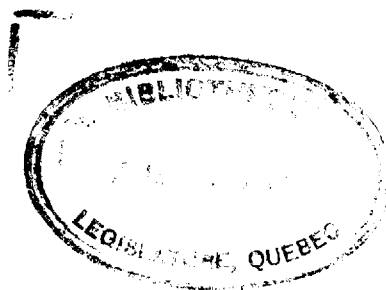
Bill No. 48

Loi sur les stimulants fiscaux
au développement industriel

An Act respecting fiscal incentives
to industrial development

Première lecture

First reading



M. TREMBLAY

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1977

Projet de loi n° 48

Loi sur les stimulants fiscaux
au développement industriel

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE I

INTERPRÉTATION

[[1. Dans la présente loi et dans les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions «année d'imposition», «corporation» et «ressource minérale» ont le sens que leur donnent les articles 1 et 5 à 7, selon le cas, de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 23), l'expression «corporation liée» a le sens que lui donnent les articles 12 à 16 de ladite loi et l'expression:

«activités de production» signifie l'ensemble des activités d'assemblage, de transformation ou de conditionnement de biens desquelles résultent d'autres biens différents des premiers par leur nature ou leurs propriétés, la remise en état et la réparation de biens mobiliers par leur propriétaire et comprend les activités d'une entreprise agricole ou forestière, d'extraction ou de traitement de ressources minérales

Bill No. 48

An Act respecting fiscal incentives
to industrial development

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

CHAPTER I

INTERPRETATION

[[1. In this act and in the regulations, unless the context indicates otherwise, "taxation year", "corporation" and "mineral resource" have the same meaning as in sections 1, and 5 to 7, as the case may be, of the Taxation Act (1972, chapter 23), "related corporation" has the same meaning as in sections 12 to 16 of the said act, and

"production operations" means all the operations involved in the assembling, processing or conditioning of goods, resulting in other goods different in nature or characteristics from the former, or the reconditioning or repair of moveable property by its owner, and includes the operations of a business engaged in farming, logging, the extraction or treatment of mineral resources, or fisheries, but does not include con-

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet édicte deux mesures fiscales qui ont pour objectifs de stimuler les investissements et de contribuer au développement régional.

Dans un premier temps, il crée un fonds de relance industrielle alimenté par les petites et moyennes entreprises dont le nombre moyen d'employés est de 200 ou moins, dont l'actif est inférieur à \$7,500,000, dont le revenu brut provient pour 50% d'activités de production et qui choisissent de déposer au fonds 50% de l'impôt provincial à payer. Les sommes ainsi déposées au fonds devront être utilisées par la petite ou moyenne entreprise dans les 5 ans et 6 mois suivant la fin de l'année d'imposition pour laquelle elle a fait le choix de déposer, pour acquitter, jusqu'à concurrence de 25%, une dépense admissible reliée à des activités de fabrication ou de transformation.

Dans un second temps, il accorde un dégrèvement fiscal de 50% de l'impôt à payer, jusqu'à concurrence de 25% d'un investissement admissible relié à l'exploitation d'une entreprise manufacturière ou \$500,000 pour l'ensemble des investissements admissibles, à toute corporation qui exploite une telle entreprise et qui, répondant à certains critères économiques et régionaux, réalise un investissement minimum de \$50,000 avant le 31 mars 1980.

EXPLANATORY NOTES

This bill enacts two fiscal measures designed to stimulate investment and promote regional development.

First of all, it creates an industrial incentives fund to be maintained by small and medium-sized firms having 200 employees or fewer and assets under \$7,500,000, 50% of whose gross revenue is derived from production operations, and electing to deposit 50% of their payable provincial income tax in the fund. The sums so deposited in the fund must be used by the small or medium-sized firm within five years and six months from the end of the taxation year for which it elected to make the deposit, to discharge up to 25% of an allowable expenditure connected with manufacturing or processing operations.

Secondly, it grants a tax abatement of 50% of the tax payable, up to 25% of an allowable investment connected with the operation of a manufacturing business or \$500,000 for the aggregate of the allowable investments, to any corporation carrying on such a business and which, while meeting certain economic and regional conditions, invests at least \$50,000 before 31 March 1980.

et les activités de la pêche, à l'exclusion des activités de la construction, des activités de la préparation de repas et des autres activités prescrites;

«dépense admissible» a le sens que lui donne l'article 13;

«entreprise manufacturière» signifie une entreprise dans laquelle sont groupés et coordonnés les facteurs de production qui concourent à la réalisation d'une activité de fabrication ou de transformation prescrite, mais ne comprend pas une entreprise de transformation initiale d'une ressource naturelle ni une entreprise de pâtes et papier, de sidérurgie primaire, de fonte et d'affinage des métaux non ferreux ou de raffinage du pétrole;

«fonds» signifie le fonds de relance industrielle créé par la présente loi;

«investissement admissible» a le sens que lui donne l'article 21;

«prescrit», dans le cas d'une formule ou de renseignements à fournir dans une formule, signifie prescrit par ordre du ministre de l'industrie et du commerce et, dans tout autre cas, prescrit par règlement;

«règlement» signifie un règlement adopté par le gouvernement en vertu de la présente loi;

«zone I» ou «zone II» signifie toute partie du territoire du Québec prescrite comme zone I ou zone II, selon le cas.

struction, meal preparation, or any other prescribed operation;

“allowable expenditure” has the meaning given in section 13;

“manufacturing business” means a business in which the production factors involved in a prescribed manufacturing or processing operation are grouped and co-ordinated, but does not include a business engaged in initial processing in a resource-based industry, or in pulp and paper, primary metallurgy, the smelting or refining of non-ferrous metals, or oil refining;

“fund” means the industrial incentives fund created by this act;

“allowable investment” has the meaning given in section 21;

“prescribed”, in the case of a form or of information to be furnished on a form, means prescribed by the Minister of Industry and Commerce; in any other case, it means prescribed by regulation;

“regulation” means any regulation made under this act by the Government;

“Zone I” or “Zone II” means that part of the territory of Québec prescribed as Zone I or Zone II, as the case may be.

CHAPITRE II

FONDS DE RELANCE INDUSTRIELLE

SECTION I

CONSTITUTION

2. Un fonds est créé sous l'appellation de «fonds de relance industrielle» pour permettre à une corporation de planifier son expansion tout en favori-

CHAPTER II

INDUSTRIAL INCENTIVES FUND

DIVISION I

ESTABLISHMENT

2. A fund hereinafter called the “industrial incentives fund” is created to enable corporations to plan their expansion as well as to encourage the rein-

sant le réinvestissement de ses profits et en facilitant le financement d'activités pouvant entraîner l'amélioration de sa performance économique et financière.

Ce fonds est géré par le ministre des finances et la comptabilité en est tenue par le ministre du revenu en ce qui concerne les sommes y accumulées pour le bénéfice de chaque corporation.

3. Le fonds est constitué et alimenté par les sommes qu'y dépose le ministre du revenu conformément à l'article 4.

SECTION II

DÉPÔTS

4. Une corporation qui remplit toutes les conditions mentionnées à l'article 6 pour une année d'imposition peut choisir que le ministre du revenu dépose au fonds, pour le bénéfice de la corporation, une somme égale à la moitié de l'impôt autrement payable de la corporation pour l'année.

5. Aux fins du présent chapitre, l'impôt autrement payable d'une corporation pour une année d'imposition est son impôt autrement payable pour l'année en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts, calculé après l'application de l'article 16a de la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 67), des articles 22 et 23 de la présente loi et des articles 892 et 892a de la Loi sur les impôts.

6. Le choix visé à l'article 4 ne peut être fait par une corporation pour une année d'imposition que si:

a) au moins 50 pour cent du revenu brut, au sens de l'article 1 de la Loi sur les impôts, de la corporation pour

vestment of their profits and to facilitate the financing of operations susceptible of increasing their economic and financial performance.

The Minister of Finance shall administer the fund, and the Minister of Revenue shall keep accounts of the sums accruing in the fund in favour of each corporation.

3. The fund shall be established and sustained with the sums deposited therein by the Minister of Revenue in accordance with section 4.

DIVISION II

DEPOSITS

4. Any corporation meeting all the conditions set out in section 6 for a taxation year may elect that a sum equal to one-half of the tax otherwise payable for the year by the corporation be deposited in the fund by the Minister of Revenue in favour of the corporation.

5. For the purposes of this chapter, the tax otherwise payable by a corporation for a taxation year is the tax otherwise payable by it for the year under Part I of the Taxation Act, computed after the application of section 16a of the Act to promote industrial development by means of fiscal advantages (Revised Statutes, 1964, chapter 67), sections 22 and 23 of this act and sections 892 and 892a of the Taxation Act.

6. The election contemplated in section 4 shall not be made by a corporation in respect of a taxation year unless:

(a) at least 50 per cent of the gross revenue, within the meaning of section 1 of the Taxation Act, of the corporation

l'année provenait d'activités de production exercées par la corporation elle-même; et

b) la corporation satisfait à la fois aux deux critères suivants, soit pour l'année, soit pour l'année d'imposition précédente, soit pour l'avant-dernière année d'imposition:

i. la corporation et toute autre corporation qui lui était liée avaient 200 employés ou moins, au total, soit le dernier jour de l'année, soit au cours de l'année selon le nombre annuel moyen d'employés, calculé en additionnant le nombre d'employés le premier jour de chaque mois de l'année et en divisant le total ainsi obtenu par le nombre de mois dans l'année, et

ii. l'actif de la corporation et celui de toute autre corporation qui lui était liée étaient inférieurs à \$7,500,000, au total, à la fin de l'année, selon la valeur montrée au bilan de ces corporations soumis aux actionnaires, après en avoir déduit le solde ainsi montré des sommes déposées au fonds, s'il en est, les montants investis dans une telle corporation liée et les montants à recevoir d'une telle corporation liée.

7. Aux fins de l'article 6, lorsque l'année d'imposition d'une corporation liée à la corporation qui fait le choix se termine à une date différente de celle à laquelle se termine l'année d'imposition de la corporation qui fait le choix, les références à l'année d'imposition, à l'année d'imposition précédente et à l'avant-dernière année d'imposition de cette corporation liée doivent se lire comme si ces références visaient une telle année d'imposition de la corporation liée qui se termine au cours de l'année d'imposition pertinente de la corporation qui fait le choix.

for the year is from production operations carried on by the corporation itself; and

(b) the corporation meets, simultaneously, the two following requirements, for the year, for the preceding taxation year, or for the year preceding the preceding taxation year:

(i) the corporation and every other corporation related to it together had 200 employees or fewer either on the last day of the year or in the course of the year according to the average annual number of employees, computed by adding up the number of employees on the first day of each month of the year and dividing the sum so obtained by the number of months in the year, and

(ii) the assets of the corporation and those of every other corporation related to it together amounted to less than \$7,500,000 at the end of the year, according to the value appearing in the balance sheet of such corporations submitted to the shareholders, after deducting from such assets the balance so appearing of the sums deposited in the fund, if any, the amounts invested in such related corporation and the amounts receivable from such related corporation.

7. For the purposes of section 6, where the taxation year of a corporation related to the electing corporation terminates on a date other than the date on which the taxation year of the electing corporation terminates, any reference to the taxation year, to the preceding taxation year or to the year preceding the preceding taxation year of such related corporation shall read as if such reference were to the taxation year of the related corporation terminating during the relevant taxation year of the electing corporation.

8. Le choix visé à l'article 4 n'est valide pour une année d'imposition que s'il est fait par la corporation, en la forme prescrite par le ministre du revenu, dans sa déclaration fiscale produite pour l'année conformément à l'article 732 de la Loi sur les impôts et que s'il est accompagné d'une autorisation de la corporation, en la forme prescrite par le ministre du revenu, autorisant ce dernier à communiquer au ministre des finances et au ministre de l'industrie et du commerce, à titre confidentiel et pour les seules fins de la présente loi, tout renseignement relatif au solde des sommes ainsi déposées au fonds pour le bénéfice de la corporation.

9. Le choix visé à l'article 4 à l'égard d'une année d'imposition prend effet au moment de la cotisation, par le ministre du revenu, de la déclaration fiscale mentionnée à l'article 8 produite par la corporation pour l'année, si la corporation a payé au ministre du revenu, à ce moment ou avant, tous les droits, au sens de la Loi du ministère du revenu (1972, chapitre 22), intérêts et pénalités exigibles d'elle, à ce moment, en vertu d'une loi fiscale; dans le cas contraire, le choix prend effet au moment où la corporation paie au ministre du revenu la totalité de tous tels droits, intérêts et pénalités exigibles d'elle au moment de ce dernier paiement.

10. Le ministre du revenu peut diminuer ou augmenter, selon le cas, le solde des sommes déposées au fonds à l'égard d'une corporation pour une année d'imposition afin de tenir compte de la diminution ou de l'augmentation, selon le cas, de l'impôt autrement payable de la corporation pour une année d'imposition par suite d'une nouvelle cotisation faite en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts.

8. The election contemplated in section 4 is valid for a taxation year only if it is made by the corporation, in the form prescribed by the Minister of Revenue, in the fiscal return filed by the corporation for the year, in accordance with section 732 of the Taxation Act, and if it is accompanied with an authorization of the corporation, in the form prescribed by the Minister of Revenue, authorizing him to communicate to the Minister of Finance and to the Minister of Industry and Commerce, confidentially and for the sole purposes of this act, any information relating to the balance of the sums so deposited in the fund in favour of the corporation.

9. The election contemplated in section 4 in respect of a taxation year takes effect at the time of the assessment, by the Minister of Revenue, of the fiscal return, mentioned in section 8, filed by the corporation for the year, if the corporation has paid, to the Minister of Revenue, at that time or earlier, all the duties, within the meaning of the Revenue Department Act (1972, chapter 22), interest and penalties exigible from it, at such time, under a fiscal law; otherwise, the election takes effect from the time the corporation pays to the Minister of Revenue the total of all such duties, interest and penalties exigible from it at the time of such latter payment.

10. The Minister of Revenue may decrease or, as the case may be, increase the balance of the sums deposited in the fund in respect of a corporation for a taxation year, to take into account the decrease or, as the case may be, the increase in the tax otherwise payable by the corporation for a taxation year pursuant to a new assessment made under Part I of the Taxation Act.

11. Toute somme déposée au fonds pour le bénéfice d'une corporation et qui n'a pas fait l'objet d'un retrait conformément à la section III dans un délai de cinq ans et six mois suivant la fin de l'année d'imposition pour laquelle la corporation a fait un choix en vertu de l'article 4 à l'égard de cette somme, est transférée au fonds consolidé du revenu.

Suite à ce transfert, tous les droits accordés à la corporation sur cette somme par la présente loi sont éteints.

12. Toute somme déposée au fonds pour le bénéfice d'une corporation est incessible et insaisissable, sauf en ce qui concerne le ministre du revenu et seulement dans la mesure prévue par la présente loi.

SECTION III

RETRAITS

13. Aux fins de la présente section, une dépense est admissible lorsqu'elle est reliée à des activités de fabrication ou de transformation prescrites exercées au Québec et ayant pour objet:

a) l'achat à l'état neuf, la construction, l'amélioration ou l'agrandissement d'usines ou de manufactures ou l'achat des terrains qui sont requis pour l'exploitation de ces usines ou de ces manufactures et qui seront utilisés à cette fin dans un délai raisonnable;

b) l'achat à l'état neuf, y compris l'installation, de machinerie, d'outillage, d'équipement ou de leurs pièces constitutantes, destinés à l'exploitation d'usines ou de manufactures;

c) la consolidation des moyens de production de plusieurs entreprises ou la mise en commun de leurs moyens d'opération en tout ou en partie par la fusion, le regroupement, l'acquisition d'autres entreprises ou de leurs moyens de pro-

11. Every sum which, having been deposited in the fund in favour of a corporation, is not withdrawn in accordance with Division III within a period of five years and six months following the taxation year for which the corporation has made an election under section 4 regarding that sum, shall be transferred to the consolidated revenue fund.

Upon such transfer, all the rights granted to the corporation in respect of that sum by this act are extinguished.

12. Every sum deposited in the fund in favour of a corporation is unassignable and unseizable except with regard to the Minister of Revenue, and then, only to the extent provided for by this act.

DIVISION III

WITHDRAWALS

13. For the purposes of this division, an expenditure is allowable if it is related to prescribed manufacturing or processing operations carried on in Québec and intended for:

(a) the purchase, new, or the construction, improvement or expansion, of plants or factories, or the purchase of the land required for the operation of such plants or factories, and to be used for such purpose within a reasonable delay;

(b) the purchase, including installation, of new machinery, tools, equipment, or of their components, intended for the operation of plants or factories;

(c) the consolidation of the production facilities of a number of businesses or the pooling, wholly or in part, of their operating facilities by way of amalgamation, grouping, the acquisition of other businesses or of their production facili-

duction, ou tout autre regroupement de leurs ressources ou de leurs intérêts;

d) l'acquisition ou la fusion d'une entreprise de distribution ou l'achat de facilités de distribution;

e) l'expansion d'un marché à l'exportation;

f) l'accroissement des dépenses de recherche et de développement pour la conception, l'amélioration ou la mise au point de procédés de production ou de produits;

g) l'acquisition d'un brevet ou d'une licence, y compris le paiement d'une redevance s'y rattachant dans le but de l'exploiter; ou

h) toute autre fin prescrite.

De plus, les fins mentionnées aux paragraphes *a* ou *b* du premier alinéa concernant une dépense de \$100,000 ou plus et celles mentionnées aux paragraphes *c* à *h* dudit alinéa doivent être conformes aux critères prescrits.

14. Une corporation qui fait une demande préalable de certificat au ministre de l'industrie et du commerce peut, sous réserve des limites prévues à l'article 15 et si un tel certificat est émis en la forme prescrite et délivré au ministre du revenu par le ministre de l'industrie et du commerce, retirer les sommes déposées au fonds pour le bénéfice de la corporation.

La demande visée au premier alinéa doit concerner une dépense admissible d'au moins \$20,000 que la corporation s'engage à effectuer dans un délai de douze mois suivant immédiatement la date de l'émission du certificat.

15. Un retrait visé à l'article 14 ne doit pas excéder, pour une dépense admissible faisant l'objet d'un certificat, le moindre des montants suivants:

ties, or by any other grouping of their resources or interests;

(d) the acquisition or the amalgamation of a distribution business or the purchase of distribution facilities;

(e) the expansion of an export market;

(f) the increase of research and development expenditures regarding the devising, improving or perfecting of a product or production techniques;

(g) the acquisition of a patent or a licence, including the payment of a royalty attached thereto for the purpose of working it; or

(h) any other prescribed purpose.

In addition, the purposes set out in subparagraph *a* or *b* of the first paragraph concerning an expenditure of \$100,000 or more, and those set out in subparagraphs *c* to *h* of the said paragraph, must conform to the prescribed requirements.

14. Any corporation making a prior application for a certificate to the Minister of Industry and Commerce may, subject to the limits provided for in section 15, and if such certificate is issued in prescribed form and delivered to the Minister of Revenue by the Minister of Industry and Commerce, withdraw the sums deposited in the fund in favour of the corporation.

The application contemplated in the first paragraph must concern an allowable expenditure of not less than \$20,000 that the corporation undertakes to make within a delay of twelve months immediately following the date of issue of the certificate.

15. Any withdrawal contemplated in section 14 shall not exceed, for an allowable expenditure in respect of which a certificate is issued, the lesser of the following amounts:

a) 25 pour cent de cette dépense admissible; ou

b) le solde des sommes déposées au fonds pour le bénéfice de la corporation avant la date du retrait.

16. Une demande de certificat visée à l'article 14 ayant pour objet une dépense admissible inférieure à \$100,000 et mentionnée aux paragraphes *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 13 doit notamment faire mention de la date, du montant et de l'endroit de la dépense projetée et contenir également une description de cette dépense.

Une demande de certificat visée à l'article 14 ayant pour objet une dépense admissible de \$100,000 ou plus et mentionnée aux paragraphes *a* ou *b* du premier alinéa de l'article 13 ou une dépense mentionnée aux paragraphes *c* à *h* dudit alinéa doit contenir, en plus des renseignements prévus au premier alinéa, un plan d'expansion de la corporation en la forme prescrite.

17. Nonobstant l'article 15, une corporation peut également retirer du fonds, à l'égard d'une dépense admissible faisant l'objet d'un certificat, tout solde des sommes déposées au fonds pour le bénéfice de la corporation à l'égard de l'année d'imposition de la corporation dans laquelle ce certificat est émis et à l'égard de l'année d'imposition suivante.

L'ensemble des retraits visés par le présent article et l'article 14 pour toutes les années d'imposition, à l'égard d'une dépense admissible visée par un certificat, ne peut toutefois excéder 25 pour cent de cette dépense admissible.

18. Le ministre de l'industrie et du commerce peut, sur demande d'une cor-

(a) 25 per cent of such allowable expenditure; or

(b) the balance of the sums deposited in the fund in favour of the corporation before the date of the withdrawal.

16. Any application for a certificate contemplated in section 14 concerning an allowable expenditure of less than \$100,000 referred to in subparagraph *a* or *b* of the first paragraph of section 13 must set out, in particular, the date and the amount of the proposed expenditure and the place where it is to be made, and must also contain a description of such expenditure.

Any application for a certificate contemplated in section 14 concerning an allowable expenditure of \$100,000 or more referred to in subparagraph *a* or *b* of the first paragraph of section 13 or an expenditure referred to in subparagraphs *c* to *h* of the said paragraph must contain, in addition to the information provided for in the first paragraph, the corporation's expansion programme in the prescribed form.

17. Notwithstanding section 15, a corporation may also withdraw from the fund, in regard to an allowable expenditure for which a certificate is obtained, any balance of the sums deposited in the fund in favour of the corporation in respect of the taxation year of the corporation during which such certificate is issued and in respect of the following taxation year.

The aggregate of the withdrawals contemplated in this section and in section 14 for all the taxation years shall not, however, in respect of an allowable expenditure contemplated by a certificate, exceed 25 per cent of such allowable expenditure.

18. The Minister of Industry and Commerce may, on an application from

poration, prolonger le délai mentionné à l'article 14, à l'égard d'une dépense admissible faisant l'objet d'un certificat, lorsqu'il est d'avis que la corporation n'a pu, en raison de circonstances imprévisibles et hors de son contrôle, effectuer dans ce délai la dépense admissible.

Il peut également refuser l'émission d'un certificat à l'égard d'une corporation si la corporation n'a pas effectué, dans le délai prévu à l'article 14 ou au cours d'une prolongation de ce délai accordée en vertu du premier alinéa, la dépense admissible faisant l'objet d'un autre certificat délivré précédemment à l'égard de la corporation ou si la corporation a obtenu auparavant ou tente d'obtenir l'émission d'un tel certificat sous de fausses représentations.

Dans le cas où une corporation n'a pas effectué, dans le délai prévu à l'article 14 ou au cours d'une prolongation de ce délai accordée en vertu du premier alinéa, une dépense admissible faisant l'objet d'un certificat ou lorsqu'une corporation a obtenu un certificat sous de fausses représentations, la corporation doit rembourser au ministre du revenu les sommes qu'elle a retirées du fonds à l'égard de ce certificat, avec intérêt, au taux fixé à l'article 28 de la Loi du ministère du revenu pour la période commençant le jour où elle a retiré ces sommes et se terminant le jour du remboursement.

19. Le ministre des finances peut, au moment d'un retrait effectué par une corporation de sommes déposées au fonds pour le bénéfice de la corporation, payer à cette dernière, à même les revenus du fonds et si un règlement le prévoit, un boni au taux fixé par ce règlement pour l'année du retrait et applicable au montant du retrait.

a corporation, extend the delay mentioned in section 14 in respect of an allowable expenditure for which a certificate has been obtained, if he is of opinion that the corporation could not, by reason of unforeseeable circumstances beyond its control, make the allowable expenditure within such delay.

He may also refuse to issue a certificate to a corporation if such corporation has not made, within the delay provided for in section 14 or within an extension of such delay granted under the first paragraph, the allowable expenditure for which another certificate was issued previously to the corporation, or if the corporation has previously obtained, or attempts to obtain, such a certificate under false representations.

Where a corporation has not, within the delay provided for in section 14 or within an extension of such delay granted under the first paragraph, made an allowable expenditure for which a certificate has been obtained or where a corporation has obtained a certificate under false representations, the corporation must reimburse to the Minister of Revenue the sums it has withdrawn from the fund under such certificate, with interest at the rate fixed in section 28 of the Revenue Department Act for the period commencing on the day on which those sums were withdrawn and terminating on the day they are reimbursed.

19. The Minister of Finance, at the time that sums deposited in the fund in favour of a corporation are withdrawn by such corporation, may pay to the corporation, out of the revenues of the fund, if so provided by regulation, a bonus at the rate fixed by such regulation for the year of the withdrawal, applicable to the amount of the withdrawal.

20. Lorsqu'une corporation a retiré du fonds, à un moment donné, un montant qui excède celui qu'elle aurait dû en retirer, à ce moment, par suite de l'application de l'article 10, la corporation doit rembourser l'excédent au ministre du revenu avec intérêt, au taux fixé à l'article 28 de la Loi du ministère du revenu, pour la période commençant le jour où elle a retiré cet excédent et se terminant le jour du remboursement.

20. Where a corporation has, at a given time, withdrawn from the fund an amount exceeding that which it should have withdrawn at that time pursuant to the application of section 10, the corporation must reimburse the excess amount to the Minister of Revenue with interest at the rate fixed in section 28 of the Revenue Department Act, for the period commencing on the day on which such excess amount was withdrawn and terminating on the day it is reimbursed.

CHAPITRE III

DÉGRÈVEMENT FISCAL FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL RÉGIONAL

21. Aux fins du présent chapitre, l'expression «investissement admissible» signifie les montants d'argent qui ont été investis au Québec, à l'égard d'un même projet, par une corporation y exploitant une entreprise manufacturière, au cours de la période commençant le 1^{er} avril 1977 et se terminant le 31 mars 1980, pour l'achat à l'état neuf, la construction, l'amélioration ou l'agrandissement d'usines ou de manufactures ou l'achat des terrains qui sont requis pour l'exploitation de ces usines ou de ces manufactures et qui seront utilisés à cette fin dans un délai raisonnable, ou pour l'achat à l'état neuf, y compris l'installation, de machinerie, d'outillage, d'équipement ou de leurs pièces constitutives, destinés à l'exploitation d'usines ou de manufactures, mais ne comprend pas les montants d'argent qui ont été ainsi investis au cours de cette période et qui ont fait l'objet d'un certificat visé à l'article 14.

22. Une corporation qui exploite une entreprise manufacturière au Québec et qui fait un investissement admissible

CHAPTER III

TAX ABATEMENT TO ENCOURAGE REGIONAL INDUSTRIAL DEVELOPMENT

21. For the purposes of this chapter, the expression "allowable investment" means the amounts of money invested in Québec, in respect of the same project, by a corporation operating a manufacturing business there, during the period commencing 1 April 1977 and terminating 31 March 1980, for the purchase, new, or the construction, improvement or expansion of plants or factories, or the purchase of land required for the operation of such plants or factories and to be used for such purpose within a reasonable delay, or for the purchase, including installation, of new machinery, tools and equipment, or of their components, intended for the operation of plants or factories, but does not include the amounts of money so invested during such period for which a certificate contemplated in section 14 was obtained.

22. Any corporation operating a manufacturing business in Québec which makes an allowable investment

d'au moins \$50,000 dans la zone I ou dans la zone II au cours de la période commençant le 1^{er} avril 1977 et se terminant le 31 mars 1980, peut, sous réserve de l'article 24, déduire de son impôt autrement payable pour une année d'imposition 25 pour cent du montant de la partie de cet investissement qui a été dépensée au cours de la partie de cette année comprise dans ladite période, pourvu qu'elle produise au ministre du revenu, à l'appui de sa réclamation, le certificat visé à l'article 26 relatif à cet investissement.

Toutefois, aucune déduction n'est permise en vertu du présent article, à l'égard d'un investissement admissible, avant l'année d'imposition comprise dans la période mentionnée au premier alinéa dans laquelle le montant cumulatif de cet investissement atteint \$50,000; toute partie de cet investissement qui a été dépensée avant cette dernière année est, aux fins du présent article, réputée avoir été dépensée au cours de la partie de cette dernière année qui est comprise dans ladite période.

23. Tout montant qu'une corporation pourrait déduire pour une année d'imposition en vertu de l'article 22, si son impôt autrement payable pour l'année était suffisant, et qui ne l'est pas, peut être déduit de l'impôt autrement payable par la corporation pour ses quatre années d'imposition subséquentes, sous réserve de l'article 24 et dans la mesure où il n'a pas été déduit auparavant.

24. L'ensemble des montants qu'une corporation peut déduire en vertu des articles 22 et 23 pour une même année d'imposition ne peut excéder la moitié de l'impôt autrement payable de la corporation pour l'année.

De plus, l'ensemble des montants qu'une corporation peut déduire en

of at least \$50,000 in Zone I or in Zone II during the period commencing 1 April 1977 and terminating 31 March 1980 may, subject to section 24, deduct, from the tax otherwise payable by it for a taxation year, 25 per cent of the amount of such portion of that investment as was made during the part of that year which is comprised within the said period, provided that the corporation files with the Minister of Revenue, in support of its claim, the certificate contemplated in section 26 concerning such investment.

However, no deduction is allowed, under this section, in respect of any allowable investment, before the taxation year comprised within the period mentioned in the first paragraph in which the cumulative amount of such investment attains \$50,000; any portion of such investment made before such latter year is, for the purposes of this section, deemed to have been made during that part of the year which is comprised within the said period.

23. Any amount that a corporation could deduct in respect of a taxation year, under section 22, if the tax otherwise payable by it for the year were sufficient, but does not deduct, may be deducted from the tax otherwise payable by the corporation for four subsequent taxation years of the corporation, subject to section 24, and to the extent that it was not previously deducted.

24. The aggregate of the amounts that a corporation may deduct under sections 22 and 23 in respect of the same taxation year shall not exceed one-half of the tax otherwise payable by the corporation for the year.

Furthermore, the aggregate of the amounts that a corporation may deduct

vertu desdits articles pour l'ensemble de ses années d'imposition ne peut excéder \$500,000 pour l'ensemble des investissements admissibles qu'elle a faits au cours de la période mentionnée au premier alinéa dudit article 22.

25. Aux fins du présent chapitre, l'impôt autrement payable d'une corporation pour une année d'imposition est son impôt autrement payable pour l'année en vertu de la partie I de la Loi sur les impôts, calculé avant l'application du présent chapitre mais après celle de l'article 16*a* de la Loi favorisant le développement industriel au moyen d'avantages fiscaux et des articles 892 et 892*a* de la Loi sur les impôts.

26. Pour se prévaloir des avantages prévus au présent chapitre à l'égard d'un investissement admissible, une corporation doit, avant le début de la réalisation de cet investissement, obtenir du ministre de l'industrie et du commerce un certificat en la forme prescrite à l'égard de cet investissement.

Pour obtenir ce certificat, une corporation doit en faire la demande au ministre de l'industrie et du commerce et démontrer:

a) pour un investissement inférieur à \$100,000 effectué dans la zone I ou un investissement effectué dans la zone II, qu'il existe un marché pour sa nouvelle production sans nuire de façon notable aux autres entreprises de la zone concernée; ou

b) pour un investissement de \$100,000 ou plus effectué dans la zone I, qu'il répond aux critères du paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 2 de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec (1971, chapitre 64).

under the said sections for the aggregate of its taxation years shall not exceed \$500,000 for the aggregate of the allowable investments made during the period mentioned in the first paragraph of the said section 22.

25. For the purposes of this chapter, the tax otherwise payable by a corporation for a taxation year shall be the tax otherwise payable by it for the year under Part I of the Taxation Act, computed before the application of this chapter but after the application of section 16*a* of the Act to promote industrial development by means of fiscal advantages and sections 892 and 892*a* of the Taxation Act.

26. To avail itself of the advantages provided for in this chapter in regard to an allowable investment, a corporation must, before the investment is made, obtain from the Minister of Industry and Commerce a certificate in respect of such investment, in prescribed form.

To obtain such certificate, a corporation must apply therefor to the Minister of Industry and Commerce and establish,

(a) for an investment of less than \$100,000 made in Zone I or an investment made in Zone II, that there exists a market for its new production without significant harm to the other businesses of the zone concerned; or

(b) for an investment of \$100,000 or more made in Zone I, that it conforms to the requirements of subparagraph *a* of the first paragraph of section 2 of the Québec Industrial Development Assistance Act (1971, chapter 64).

CHAPITRE IV

RÈGLEMENTS

27. Le gouvernement peut faire des règlements pour:

a) prescrire ce qui doit être prescrit par règlement en vertu de la présente loi;

b) prévoir le paiement d'un boni conformément à l'article 19 et en fixer le taux;

c) généralement prescrire les mesures requises pour l'application de la présente loi.

Les règlements adoptés en vertu de la présente loi entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée; ils peuvent aussi, une fois publiés et s'ils en disposent ainsi, s'appliquer à une période antérieure à leur publication mais non antérieure à l'année en cours.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS FINALES

28. Les articles 2 à 12, le troisième alinéa de l'article 18, l'article 20 et les articles 22 à 25 sont considérés comme une loi fiscale au sens de la Loi du ministère du revenu.

29. Nonobstant l'article 14, le ministre de l'industrie et du commerce peut délivrer à une corporation qui lui en fait la demande dans un délai de soixante jours à compter du jour de la sanction de la présente loi un certificat visé audit article à l'égard d'une dépense admissible mentionnée audit article dont la réalisation a débuté après le 12 avril 1977 et avant le jour de la sanction de la présente loi.

Une demande de certificat faite dans le délai prévu au présent article est

CHAPTER IV

REGULATIONS

27. The Government may make regulations:

(a) to prescribe that which must be prescribed by regulation under this act;

(b) to provide for the payment of a bonus in accordance with section 19 and fix its rate;

(c) to prescribe, generally, the measures required for the application of this act.

The regulations made under this act come into force on their date of publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date fixed therein; they may also, once published and if they so provide, apply to a period prior to their publication, but not prior to the current year.

CHAPTER V

FINAL PROVISIONS

28. Sections 2 to 12, the third paragraph of section 18, section 20 and sections 22 to 25 are considered to be a fiscal law within the meaning of the Revenue Department Act.

29. Notwithstanding section 14, the Minister of Industry and Commerce may deliver to a corporation applying to him therefor within a delay of sixty days from the day of the sanction of this act, a certificate contemplated in the said section in respect of an allowable expenditure mentioned in the said section which began to be incurred after 12 April 1977 and before the day of sanction of this act.

Any application for a certificate made within the delay provided in this section

réputée, aux fins de l'article 14, être une demande de certificat faite avant le début de la réalisation de la dépense concernée.

30. Nonobstant l'article 26, le ministre de l'industrie et du commerce peut délivrer à une corporation qui lui en fait la demande dans un délai de soixante jours à compter du jour de la sanction de la présente loi un certificat visé audit article à l'égard d'un investissement admissible mentionné à l'article 22 dont la réalisation a débuté après le 31 mars 1977 et avant le jour de la sanction de la présente loi.

Un certificat obtenu en vertu du présent article est réputé, aux fins du chapitre III, avoir été obtenu avant le début de la réalisation de l'investissement concerné.

31. L'article 1 sauf dans la mesure où il édicte la définition des expressions «dépense admissible», «entreprise manufacturière», «investissement admissible» et «zone I» ou «zone II», les articles 4 à 12 et l'article 20 s'appliquent à toute année d'imposition d'une corporation qui se termine après le 12 avril 1977 sauf qu'à l'égard d'une année d'imposition qui chevauche le 12 avril 1977, le montant à l'égard duquel une corporation peut faire le choix mentionné à l'article 4 ne peut excéder la proportion du montant autrement établi en vertu dudit article 4 pour l'année, représentée par le rapport entre le nombre de jours de l'année qui suivent le 12 avril 1977 et le nombre total de jours de l'année.

De plus, en ce qui concerne l'application des articles 4 à 12 et 20 à l'année d'imposition 1977, 1978 ou 1979 d'une corporation, les articles 6 et 7 doivent se lire comme si les références à l'année d'imposition précédente ou à l'avant-dernière année d'imposition de la corpo-

is deemed, for the purposes of section 14, to be an application for a certificate made before the expenditure concerned began to be incurred.

30. Notwithstanding section 26, the Minister of Industry and Commerce may deliver to a corporation applying to him therefor within a delay of sixty days from the day of sanction of this act a certificate contemplated in the said section in respect of an allowable investment mentioned in section 22 which began to be made after 31 March 1977 and before the day of sanction of this act.

Any certificate obtained under this section is deemed, for the purposes of Chapter III, to have been obtained before the investment concerned began to be made.

31. Section 1, except to the extent that it enacts the definitions of the expressions "allowable expenditure", "manufacturing business", "allowable investment" and "Zone I" or "Zone II", sections 4 to 12 and section 20 apply to any taxation year of a corporation terminating after 12 April 1977 except that, with respect to a taxation year overlapping 12 April 1977, the amount in respect of which a corporation may make the election mentioned in section 4 shall not exceed the proportion of the amount otherwise established under the said section 4 for the year, represented by the ratio between the number of days in the year that follow 12 April 1977 and the total number of days in the year.

Furthermore, with regard to the application of sections 4 to 12 and 20 to the 1977, 1978 or 1979 taxation year of a corporation, sections 6 and 7 must read as if references to the preceding taxation year or to the year preceding the preceding taxation year of the corpora-

ration qui fait le choix visé à l'article 4 étaient des références à une telle année d'imposition qui se termine après le 12 avril 1977; toutefois, lorsqu'il en est ainsi et qu'il faut tenir compte, aux fins des articles 6 et 7, de données relatives à une année d'imposition d'une corporation liée qui se termine au cours de l'année d'imposition pertinente de la corporation qui fait le choix, il n'est pas nécessaire que l'année d'imposition de cette corporation liée se termine après le 12 avril 1977.

32. L'article 1 dans la mesure où il adopte la définition des expressions «entreprise manufacturière», «investissement admissible» et «zone I» ou «zone II» et les articles 21 à 25 ont effet depuis le 1^{er} avril 1977.

33. L'article 1 dans la mesure où il adopte la définition de l'expression «dépense admissible» et l'article 13 ont effet depuis le 13 avril 1977.

34. Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'application de la présente loi, à l'exception des articles et de l'alinéa mentionnés à l'article 28 dont l'application est confiée au ministre du revenu.

35. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.]]

tion which made the election provided for in section 4 were references to such a taxation year terminating after 12 April 1977; however, where such is the case and where account must be taken, for the purposes of sections 6 and 7, of data relating to a taxation year of a related corporation terminating during the relevant taxation year of the electing corporation, it shall not be necessary that the taxation year of such related corporation terminate after 12 April 1977.

32. Section 1, to the extent that it enacts the definitions of the expressions "manufacturing business", "allowable investment" and "Zone I" or "Zone II", and sections 21 to 25 have effect from 1 April 1977.

33. Section 1, to the extent that it enacts the definition of the expression "allowable expenditure", and section 13 have effect from 13 April 1977.

34. The Minister of Industry and Commerce is responsible for the application of this act, except the sections and the paragraph mentioned in section 28, the application of which is entrusted to the Minister of Revenue.

35. This act comes into force on the day of its sanction.]]